

“Questions” page 67 :

1. Nature : La “Une” d’un journal ; Date : 8 juin 1936 ; Destinataires : Les lecteurs du journal “l’Humanité” ; Thème : les “accords Matignon” de 1936.
2. Cette “Une” de journal a été rédigée suite aux accords signés à l’hôtel Matignon (résidence du Président du conseil), entre l’État, les syndicats, le patronat. Ces accords sont aussi l’aboutissement d’une grande grève générale en France, commencée dès l’arrivée au pouvoir du “Front Populaire”.
3. L’Humanité est le journal du parti communiste français. Il soutient le gouvernement du Front Populaire, car le PCF en est une des composantes.
4. Les signataires sont les responsables des grands syndicats nationaux, du patronat français et de l’État français, en l’occurrence Léon Blum, le nouveau Président du Conseil (Sorte de “super 1er ministre” sous la 3ème République). Cet accord s’appelle les “accords Matignon”, car signé à l’hôtel Matignon.
5. D’après cette Une, les avantages obtenus sont : “Reconnaissance du droit syndical et des délégués d’ateliers. Augmentation des salaires de 7% à 15%...”
6. Plus globalement, les salariés français vont donc obtenir une augmentation de leur salaire (Entre 7% et 15%), les premiers “congrés payés” (2 semaines/an), la semaine de travail de 40 h00 au lieu de 48h00 (donc deux jours de repos /semaine au lieu d’un), Des “délégués du personnel pouvant les représenter dans les entreprises, etc... Ce seront les accords ayant permis les plus grandes avancées sociales jusqu’à aujourd’hui !

DC : “Décrivez l’arrivée au pouvoir du Front populaire et les mesures prises face à la crise en France.”

- Introduction : Face à la montée en puissance des ligues d’extrême droite en France et à leur démonstration de force le 06 février 1934 à Paris (émeutes), les grands partis de gauche s’unifient pour former le Front populaire qui gagnera ainsi les élections de 1936. Le Front populaire permettra alors de grandes avancées sociales en France.
- 1ère partie : Dans la suite de la grande crise économique mondiale des années 30 (Krach de la bourse de Wall-Street en 1929), les partis d’extrême droite français tentent un coup d’État le 06 février 1934 en plein Paris. Devant cette menace et face à l’exemple de l’Allemagne devenant un régime totalitaire depuis l’arrivée au pouvoir d’Adolf Hitler le 30 janvier 1933, les principaux partis de gauche français, dont la SFIO, le PCF et les radicaux,

s'unissent pour emporter les élections législatives et placer à la tête du gouvernement, Léon Blum, nouveau président du conseil. Dès la victoire du Front populaire, de grandes grèves paralysent la France pour faire pression sur le patronat. Elles aboutiront aux accords de Matignon le 7 juin 1936.

- 2ème partie : Ces accords seront passés entre les grands syndicats (représentant les salariés), le patronat, et le gouvernement (Front populaire). Le patronat, soucieux de remettre en route l'économie (entreprises, commerces, usines...) va céder sur de nombreuses revendications des centrales syndicales... appuyées par le Front populaire. Les Français obtiendront donc avec ces accords la semaine de 40h00 (avant c'était 48h00), Deux semaines de congés payés chaque année, une revalorisation des salaires de 7% à 15%, des comités d'entreprises et des délégués du personnel pour les aider dans le cadre de leur travail, etc.
- Conclusion : Ainsi, par l'arrivée au pouvoir du Front populaire en pleine crise économique et sociale des années trente, et aux accords permettant de grandes avancées dans ces deux domaines, la France ne sombrera pas, comme en Allemagne, dans un régime autoritaire, et demeurera une démocratie jusqu'à la seconde guerre mondiale.